rÉsolution UIT-R 52-1

Pouvoir conféré au Groupe consultatif des radiocommunications (GCR)  
d'agir entre les Assemblées des radiocommunications (AR)

(2003-2015)

L'Assemblée des radiocommunications de l'UIT,

considérant

*a)* que le Groupe consultatif des radiocommunications peut contribuer à améliorer la coordination du processus d'étude et à établir des processus de travail et de prise de décision améliorés pour les principaux domaines d'activité de l'UIT-R;

*b)* que, conformément au numéro 137A (article 8) de la Convention de l'UIT adopté par la Conférence de plénipotentiaires (Rév. Marrakech, 2002)[[1]](#footnote-1)\*, «Une assemblée des radiocommunications peut confier au Groupe consultatif des radiocommunications des questions spécifiques relevant de son domaine de compétence sauf celles relatives aux procédures contenues dans le Règlement des radiocommunications, en indiquant les mesures à prendre concernant ces questions»;

*c)* que le Secteur des radiocommunications a adopté des procédures détaillées d'approbation des Recommandations par correspondance, qui tiennent compte du fait que la grande majorité des Recommandations de l'UIT-R peuvent avoir des incidences en matière de réglementation ou de politique générale et, conformément aux dispositions de l'article 20 de la Convention de l'UIT, présentent un intérêt pour tous les Etats Membres,

considérant en outre

que, conformément à l'article 11A de la Convention (Rév. Marrakech, 2002), le GCR est chargé d'examiner la mise en oeuvre du Plan opérationnel et de conseiller le Directeur en ce qui concerne les mesures correctives nécessaires,

notant

que, conformément à l'article 11A de la Convention (Minneapolis, 1998), le GCR examine toute question particulière que lui confie une conférence de l'Union, y compris une Conférence mondiale des radiocommunications, une Assemblée des radiocommunications ou le Conseil,

consciente

du fait que l'intervalle de quatre ans qui sépare la présente Assemblée des radiocommunications de la suivante pourrait exclure dans les faits la possibilité d'examiner des questions imprévues appelant l'adoption de mesures urgentes au cours de cette période,

décide

1 de confier au Groupe consultatif des radiocommunications en complément des dispositions de l'article 11A, l'examen de questions spécifiques qui relèvent de sa compétence, entre la présente Assemblée et l'Assemblée qui suivra et que le GCR doit également prendre en compte toute question spécifique selon les instructions d'une CMR au GCR. Ces questions spécifiques concernent les points suivants:

– établir des procédures de travail adaptées, flexibles et efficaces, conformes aux Résolutions et Décisions approuvées par l'Assemblée des radiocommunications;

– examiner et recommander des modifications du programme de travail en rapport avec les plans stratégique et opérationnel;

– examiner les activités des Commissions d'études de l'UIT-R;

– décider, s'il y a lieu, de maintenir, de dissoudre ou de créer des groupes autres que les Commissions d'études, le CCV ou la RPC, et en nommer les Présidents et Vice‑Présidents, conformément aux numéros 136A et 136B de la Convention (Marrakech, 2002);

– examiner d'autres questions spécifiques relevant de la compétence de l'Assemblée des radiocommunications, sous réserve d'une consultation préalable des Etats Membres et de l'absence d'opposition de leur part,

2 lors de l'examen de ces questions, les décisions prises pendant les réunions du GCR doivent être prises sans opposition d'aucun Etat Membre,

invite le GCR

1 à élaborer, conformément au numéro 160G de la Convention, ses propres méthodes de travail, compatibles avec celles qui sont adoptées par l'Assemblée des radiocommunications;

2 à rendre compte à la prochaine Assemblée des radiocommunications des résultats de la présente Résolution.

1. \* En vigueur à partir du 1er janvier 2004. [↑](#footnote-ref-1)